

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0477 du 21 au 27 Oct 2024

Magazine

BÉNIN

FIRST AFRIQUE, Le vrai visage de l'information. Siret: 52824976600023 CMA -LILLE / FRANCE

HOMMAGE AU GÉNÉRAL KOUYAMI



BÉNIN
LUMIÈRE DE LA
PROTECTION SOCIALE



Afrique

ENTRE DÉFIS URGENTS ET POTENTIEL IMMENSE

L'Afrique se trouve à un tournant décisif de son histoire. Le continent, riche en ressources et en jeunesse, se heurte encore à de nombreux défis, mais voit également émerger de nouvelles perspectives pour un avenir plus prometteur. Les crises persistantes telles que la pauvreté, les inégalités et les conflits armés freinent son développement, mais parallèlement, une transformation économique et sociale rapide dessine les contours d'un nouvel horizon.

Sur le plan des difficultés, la pauvreté reste un fléau qui touche des millions d'Africains, malgré les progrès réalisés ces dernières décennies. Les inégalités sociales et économiques continuent de creuser le fossé entre les populations urbaines et rurales, et les conflits armés, souvent exacerbés par des tensions ethniques et des rivalités politiques, déstabilisent des régions entières. En outre, le changement climatique menace gravement les économies africaines, en particulier celles qui dépendent de l'agriculture, rendant la sécurité alimentaire plus précaire que jamais.

Malgré ces obstacles, l'Afrique regorge de possibilités. La croissance économique dans de nombreux pays africains dépasse souvent la moyenne mondiale, portée par une classe moyenne émergente et des initiatives locales ambitieuses. Le continent se distingue par son innovation technologique, notamment dans les domaines des fintech, de l'agritech et des énergies renouvelables, qui offrent des solutions adaptées aux réalités locales. Ces avancées montrent que l'Afrique peut inventer des modèles de développement qui lui sont propres.

La jeunesse africaine, dynamique et créative, est un atout majeur pour l'avenir du continent. Avec une population majoritairement jeune, l'Afrique a la possibilité de tirer parti de ce capital humain pour impulser une croissance durable. Mais pour cela, des investissements massifs dans l'éducation, la formation et la création d'emplois sont nécessaires. C'est la clé pour transformer cette force démographique en moteur de développement.

Pour réussir cette transition, une meilleure gouvernance et une coopération régionale accrue s'imposent. Les dirigeants africains doivent renforcer la transparence, la lutte contre la corruption, et créer des environnements favorables à l'entrepreneuriat et à l'innovation. La coopération entre pays africains et le soutien de partenaires internationaux peuvent catalyser ces efforts, en favorisant les investissements et le partage de solutions innovantes.

L'Afrique est aujourd'hui à un moment charnière, entre défis urgents et potentiel immense. Pour saisir les opportunités qui s'offrent à elle, il est impératif d'adopter des politiques inclusives et durables. C'est ainsi que le continent pourra écrire un futur prospère, résilient, et à la hauteur des aspirations de ses populations.



Wilfrid K.
Directeur de Publication



BÉNIN

INTER

LUMIÈRE DE LA PROTECTION SOCIALE



LUMIÈRE DE LA PROTECTION SOCIALE

Le 15 octobre 2024, la Roumanie a accueilli une Conférence de haut niveau sur les enfants, les jeunes et les familles, marquant le 35e anniversaire de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et le 30e anniversaire de l'Année internationale de la Famille. Cette rencontre a vu la participation active de la Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance du Bénin, Madame Véronique TOGNIFODÉ, aux côtés de plusieurs dignitaires, dont la Ministre roumaine Natalia Intotero ELÉNA.

Au cours de son intervention, la Ministre TOGNIFODÉ a mis en avant les avancées significatives du Bénin en matière de protection sociale, mettant en exergue les réformes entreprises sous la gouvernance du Président Patrice TALON. Elle a souligné les mesures mises en place pour renforcer la protection des enfants, des femmes et des familles au Bénin. Ces actions comprennent des réformes législatives ainsi que la mise en œuvre de divers projets et programmes en faveur des populations vulnérables.

L'approche béninoise, alliant assainissement bud-

gétaire et soutien social accru, a attiré l'attention de l'audience internationale. Les dépenses sociales prioritaires, représentant plus de 40 % du budget de l'État béninois, ont été saluées par les participants, constituant un exemple de gestion équilibrée entre rigueur budgétaire et soutien aux couches sociales fragiles. Cette performance reflète un véritable engagement pour l'amélioration des conditions de vie des populations et a été perçue comme une avancée majeure sur le plan social en Afrique de l'Ouest. La Conférence s'est déroulée en présence de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, Dr. Najat MAALLA M'JID, ainsi que de ministres et responsables gouvernementaux de pays tels que l'Autriche, la Bulgarie, Malte, la Pologne et la Slovaquie. Plusieurs représentants du gouvernement roumain étaient également présents, rehaussant le caractère international de l'événement.

Les débats ont été rythmés par des sessions plénières, des tables rondes et des présentations de recherches clés, portant sur la création de stratégies intégrées pour soutenir la stabilité des familles,

le développement des jeunes, et la protection des droits de l'enfant en Europe et au-delà. Le Bénin, par l'exemple de ses initiatives sociales, a contribué à enrichir ces échanges, soulignant l'importance de bâtir un système de protection sociale solide.

L'un des moments forts de cette conférence a été l'adoption du Manifeste de Hunedoara, un document phare en faveur des droits des enfants, des jeunes et des familles. Ce texte incarne un engagement collectif en faveur de politiques publiques réalisables, visant à renforcer le bien-être familial et à offrir un environnement propice au développement de chaque enfant. Ce manifeste appelle les gouvernements, les parlements, les organisations internationales, la société civile et les communautés locales à s'unir pour bâtir des sociétés résilientes et inclusives.

La présence de la délégation béninoise à cette rencontre témoigne de la volonté du Bénin de jouer un rôle actif sur la scène internationale dans le domaine des politiques sociales. Pour la Ministre TOGNIFODÉ, cette conférence est une occasion de partager les succès du Bénin, mais aussi de s'inspirer des meilleures pratiques pour ren-

forcer davantage la protection sociale sur le territoire béninois. Elle a souligné l'importance d'une coopération renforcée entre les pays pour répondre aux défis communs liés à la protection des enfants et à la promotion des familles.

Le Bénin, grâce à ses efforts en matière de protection sociale et de promotion des droits de l'enfant, s'affirme de plus en plus comme un modèle en Afrique. Le Manifeste de Hunedoara, adopté au cours de cette conférence, représente une feuille de route pour continuer à investir dans la jeunesse et les familles, avec l'objectif de garantir un avenir plus prometteur pour les générations à venir.

En fin de compte, la Conférence de haut niveau en Roumanie a permis de reconnaître les efforts du Bénin pour une politique sociale inclusive et équitable. Les engagements pris par le pays en faveur des droits des enfants et des familles s'inscrivent dans une vision de développement durable et de progrès social, qui inspire d'autres nations et renforce la position du Bénin sur la scène internationale.

La rédaction

HOMMAGE AU GÉNÉRAL KOUYAMI

Le Général Kouyami, figure emblématique et respectée, a marqué de son empreinte l'histoire de notre nation. Connu pour son dévouement, son intégrité et son courage, il a été un modèle pour de nombreuses générations. Ses enfants, Hugues et Karen, avec qui j'ai la chance d'être ami, reflètent les valeurs et la force de caractère qu'il incarnait.

Né à Cotonou, capitale économique du Bénin, le Général Kouyami a rapidement fait preuve de qualités exceptionnelles. Après des études brillantes, il s'est engagé dans l'armée, où il a gravi les échelons grâce à sa persévérance et à son sens du devoir. Son leadership et sa capacité à inspirer ses troupes ont rapidement attiré l'attention.

Durant sa carrière militaire, il participa à de nombreuses missions, toujours avec un sens profond de la justice et de la responsabilité. Ses actions sur le terrain ont sauvé de nombreuses vies et il a toujours prôné la paix et la réconciliation, même dans les moments les plus sombres. Ses collègues et subordonnés se souviennent de lui comme d'un leader juste et bienveillant, toujours prêt à écouter et à conseiller.

Le Général Kouyami était également un homme de famille dévoué. Ses en-



fants, Hugues et Karen, parlent souvent de lui avec admiration et respect. Hugues se souvient : « **Mon père était un homme extraordinaire, toujours prêt à nous soutenir et à nous encourager. Il nous a appris l'importance du respect et du travail acharné.** » Karen ajoute : « **Il était un modèle de compassion et de bonté. Même après une longue journée de travail, il prenait toujours le temps de nous écouter et de nous conseiller.** »

Au-delà de ses exploits

militaires, le Général Kouyami a aussi contribué à des œuvres caritatives et sociales. Il a travaillé inlassablement pour améliorer les conditions de vie des plus démunis, prônant l'éducation et le développement communautaire. Sa vision d'un monde meilleur et plus juste a inspiré beaucoup de gens à travers le pays.

Son départ a laissé un vide immense, mais son héritage perdure. Ses actions et ses paroles continuent de guider ceux qui l'ont connu. Le Général Kou-

yami reste une figure emblématique, un modèle de courage et d'humanité. À travers cet hommage, je souhaite honorer sa mémoire et exprimer ma gratitude pour l'impact qu'il a eu sur ma vie et celle de tant d'autres.

Le Général Kouyami vivra à jamais dans nos cœurs et nos esprits, non seulement comme un héros militaire, mais aussi comme un homme de paix et de bonté.

Wilfrid K./La rédaction

FIRST AFRIQUE

HHEBDO N°0476 du 14 au 20 Oct 2024

Magazine



AFSIA SOLAR
AWARDS

2024

ISMÈNE
AHAMIDÉ
UNE FIERTÉ BÉNINOISE

FIRST AFRIQUE, Le vrai visage de l'information. Siret: 52824976600023 CMA - LILLE / FRANCE

RIGATHI GACHAGUA DÉSTITUÉ APRÈS PROCÉDURE HISTORIQUE



Le vice-président kényan, Rigathi Gachagua, a été destitué jeudi soir à l'issue d'une procédure inédite, marquant la fin de plusieurs mois de tensions entre lui et le président William Ruto. Cette destitution est un moment marquant dans la vie politique du Kenya, un pays souvent cité comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Est.

Les sénateurs ont voté en majorité pour la destitution de Rigathi Gachagua, le déclarant cou-

pable de cinq des onze chefs d'accusation retenus contre lui. Parmi ces accusations figuraient des faits de corruption, de détournements de fonds et d'abus de pouvoir. Il suffisait que le Sénat le déclare coupable d'un seul chef pour que le vice-président soit démis de ses fonctions, selon la Constitution kényane de 2010. La décision a été rendue tard dans la nuit, soulignant l'importance et la gravité de cette procédure.

Rigathi Gachagua, âgé de 59 ans, devient ainsi le premier vice-pré-

sident du Kenya à être démis de ses fonctions dans le cadre d'un processus constitutionnel de destitution. Il a toujours nié les accusations portées contre lui, les qualifiant de « pure propagande » et d'un « complot visant à [le] chasser du pouvoir pour des raisons politiques ». Selon ses partisans, ces accusations sont le résultat de divergences politiques grandissantes avec le président Ruto, et non de véritables infractions.

La procédure de destitution a été suivie de près

par les médias et les analystes politiques, car elle est une première depuis la promulgation de la Constitution kényane de 2010, qui encadre ce genre de démarche. Aaron Cheruiyot, le chef de la majorité présidentielle au Sénat, a justifié cette destitution en déclarant : « Il n'y a pas d'autres remèdes que la destitution pour résoudre les maux politiques qui ont empoisonné la relation entre le président et son vice-président. Nous avons agi dans l'intérêt de la nation. »

Cependant, cette dé-

RIGATHI GACHAGUA DÉSTITUÉ APRÈS PROCÉDURE HISTORIQUE

cision n'a pas été sans controverse. Plusieurs sénateurs et observateurs ont critiqué la rapidité de la procédure. Le sénateur Karungo Thangwaune a fustigé le refus du Sénat de reporter le vote malgré l'absence de Gachagua, qui a été hospitalisé quelques heures avant le scrutin. « La question que l'on se pose est : quelle est l'urgence ? Nous avons encore vendredi et même samedi. Pourquoi vouloir en finir aujourd'hui en pleine nuit et en l'absence du vice-président ? C'est un jour triste pour notre pays », a-t-il déclaré, soulignant l'aspect précipité de la décision.

Rigathi Gachagua a tenté à plusieurs reprises de faire suspendre la procédure au Sénat par des recours en justice, mais ses tentatives ont échoué. Malgré sa destitution, il a promis de se battre « jusqu'au bout » en contestant cette décision devant les tribunaux. « Ce n'est pas la fin de mon engagement politique. Je vais prouver que cette destitution est injuste et motivée par des considérations politiques », a déclaré l'ancien vice-président dans un message diffusé sur ses réseaux sociaux.

Le climat politique au Kenya reste tendu, et l'incertitude quant à la suite de cette affaire ne fait qu'ajouter à la nervosité ambiante. La destitution de Rigathi Gachagua intervient dans un contexte déjà marqué par des tensions sociales et des manifestations antigouvernementales.

Les relations entre William Ruto et Rigathi Gachagua se sont détériorées au fil des mois, notamment depuis les manifestations qui ont secoué le pays en juin et juillet 2024. Ces mouvements de protestation, organisés par des groupes de la société civile et soutenus par une partie de l'opposition, ont réclamé la démission du président Ruto en raison de la montée de la pauvreté et de la vie chère. La répression de ces manifestations a fait plus de 60 morts, suscitant l'indignation tant au niveau national qu'international.

Les partisans de William Ruto reprochent à Rigathi Gachagua de ne pas avoir apporté un soutien clair au gouvernement face à cette crise sociale. À l'inverse, les partisans de Gachagua estiment que le président Ruto a

cherché à se débarrasser de lui en raison de son influence grandissante, notamment dans la région stratégique du Mont Kenya.

Rigathi Gachagua a été un allié de première heure de William Ruto lors de la présidentielle de 2022, jouant un rôle clé dans la victoire du président face à son rival Raila Odinga, avec 50,49% des voix contre 48,85%. Mais son influence et son réseau politique, principalement concentré dans la région du Mont Kenya, ont rapidement inquiété le chef de l'État, qui a progressivement écarté son vice-président des décisions importantes.

Avec la destitution de son vice-président, William Ruto se retrouve désormais face à un défi majeur : nommer un nouveau vice-président et obtenir le vote de confiance du Parlement dans un délai de 14 jours. Cette nomination sera cruciale pour la suite de son mandat et pour la stabilité politique du pays. Plusieurs noms circulent déjà, mais la tâche s'annonce complexe dans un contexte de divisions politiques exacerbées.

Le sort de Rigathi Ga-

chagua reste incertain, mais de nombreux observateurs estiment qu'il pourrait se tourner vers l'opposition ou former son propre mouvement politique pour peser sur les prochaines échéances électorales. Sa destitution pourrait ainsi être le point de départ d'une nouvelle bataille politique au sein du camp présidentiel, mais aussi un test pour la démocratie kényane.

Les yeux de la communauté internationale sont braqués sur le Kenya, pays considéré comme un pilier de stabilité en Afrique de l'Est. La manière dont cette crise sera gérée par le président Ruto et les institutions kényanes pourrait avoir un impact significatif sur l'image du pays à l'échelle régionale et sur la confiance des partenaires internationaux.

En attendant, la destitution de Rigathi Gachagua reste un événement historique qui marque un tournant dans la vie politique kényane, et dont les répercussions se feront sentir pendant de nombreux mois.

La rédaction

F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader

Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

KITHURE KINDIKI NOMMÉ VICE-PRÉSIDENT

Le professeur Kithure Kindiki, âgé de 52 ans, a été nommé vice-président du Kenya par le président William Ruto, seulement 24 heures après la destitution de son prédécesseur, Rigathi Gachagoua. Ce dernier a été démis de ses fonctions par le Sénat en raison de multiples accusations de corruption et d'abus de pouvoir, mettant fin à plusieurs mois de tensions au sommet de l'État kenyan.

L'annonce de la nomination de Kindiki a été faite dans la matinée de vendredi par Moses Wetangula, le président de l'Assemblée nationale. Cette décision intervient dans un contexte politique ten-

du, où les différends entre le président Ruto et son ancien vice-président Gachagoua avaient suscité de nombreuses spéculations sur la stabilité de la direction du pays. L'accusation de corruption contre Gachagoua a été la goutte d'eau qui a précipité son éviction, offrant ainsi à William Ruto l'opportunité de proposer un nouveau collaborateur à ses côtés.

Avant cette nomination, le professeur Kindiki occupait le poste de secrétaire de cabinet pour l'intérieur et l'administration nationale. À ce titre, il était responsable de la sécurité intérieure et de la gestion des affaires de gouvernance, une expérience qui pourrait lui être précieuse

dans ses nouvelles fonctions de vice-président. Sa nomination est perçue par certains analystes comme une volonté de renforcer la stabilité institutionnelle au sein de l'exécutif, après les récents bouleversements.

Malgré l'annonce officielle de sa nomination, le professeur Kindiki devra encore attendre l'approbation de l'Assemblée nationale avant de pouvoir assumer ses nouvelles responsabilités. Selon la procédure constitutionnelle kenyane, le Parlement doit voter sur la nomination dans un délai de 60 jours après la soumission du nom. Ce passage devant les législateurs constitue une étape cruciale pour Kindiki, même si beaucoup

estiment qu'il ne devrait pas rencontrer d'obstacles majeurs compte tenu de sa réputation et de son expérience politique.

La nomination de Kindiki à la vice-présidence marque un nouveau chapitre dans le paysage politique kenyan, alors que le pays cherche à surmonter les défis posés par la corruption et les luttes internes au sommet de l'État. Pour William Ruto, ce choix pourrait s'avérer stratégique, permettant de tourner la page des tensions avec Gachagoua et de recentrer son action sur les priorités économiques et sociales pour le Kenya.

La rédaction



REMANIEMENT RADICAL DES HAUTS RESPONSABLES SÉCURITAIRES



Le mercredi 16 octobre 2024, le président Mahamat Idriss Deby a procédé à un vaste remaniement au sommet des corps de Défense et de Sécurité du Tchad. Ce changement, qualifié de « ménage » par de nombreux observateurs, a touché des figures clés de l'armée, de la police, de la gendarmerie et de la Garde

nationale. La décision a été prise sans aucune explication officielle, un silence habituel sur ce type de sujets au Tchad. Ce remaniement d'envergure intervient dans un contexte de tensions politiques et sécuritaires croissantes dans le pays.

Parmi les hauts responsables concernés par ce mouvement, on compte

le numéro 2 de l'état-major général des armées, celui de l'armée de terre ainsi que ses deux adjoints. Le directeur général de la police et ses adjoints, de même que le chef de la gendarmerie, ont également été remplacés. À la Garde nationale, les numéros 2 et 3 ont été écartés. Au total, une vingtaine de généraux et hauts responsables ont été limogés ou

mutés, et de nouvelles nominations ont été effectuées par le président Deby Itno, peu après son retour des Émirats arabes unis.

Ce remaniement, inédit par son ampleur, a suscité de nombreuses réactions parmi les analystes et politologues tchadiens. L'un d'eux souligne qu'il s'agit du « plus grand chamboulement à la tête des corps

REMANIEMENT RADICAL DES HAUTS RESPONSABLES SÉCURITAIRES

de sécurité depuis l'arrivée de Mahamat Idriss Deby il y a un peu plus de trois ans ». Selon lui, cette décision montre la volonté du président de reprendre fermement le contrôle de ce secteur stratégique alors que le climat politique et sécuritaire se détériore. « C'est la première fois qu'autant de hauts responsables sont limogés en même temps », note-t-il, ajoutant que ce remaniement pourrait être perçu comme une tentative de consolider le pouvoir face aux tensions croissantes.

Parmi les événements ayant précipité ces décisions, on trouve notamment l'assassinat récent d'un général et de son fils à N'Djamena. Ce drame a profondément secoué la capitale tchadienne et conduit à un renforcement des mesures de sécurité, incluant des fouilles systématiques pour retrouver des armes illégalement détenues. Quelques jours après cet incident, le ministre de la Sécurité publique a été lui-même démis de ses fonctions, illustrant le climat de tension qui règne au sein de l'appareil sécuritaire.

Ce contexte tendu se double d'une situation politique délicate, notamment en raison des

répercussions de la crise soudanaise. La proximité géographique et les interactions complexes entre les deux pays rendent la question soudanaise particulièrement sensible pour le Tchad. Les tensions à la frontière, ainsi que l'afflux de réfugiés, ajoutent une pression supplémentaire sur les autorités tchadiennes, accentuant la nécessité de renforcer la sécurité intérieure.

Le remaniement intervient à un moment où le pouvoir de Mahamat Idriss Deby est confronté à de multiples défis. Depuis sa prise de pouvoir après la mort de son père, Idriss Deby Itno, le président actuel a dû naviguer entre les attentes de la communauté internationale et les réalités internes, marquées par des contestations politiques et des tensions militaires. Son gouvernement a notamment été critiqué pour le manque de réformes en matière de gouvernance et de transparence, ce qui nourrit un climat de défiance au sein de la population.

Face à ces critiques, le remaniement pourrait être interprété comme une tentative de redorer l'image de la présidence et de montrer une capacité à réagir face aux défis

sécuritaires. Pour certains observateurs, il s'agit également d'un message adressé aux membres de l'appareil sécuritaire, leur rappelant la primauté du président dans la gestion des affaires militaires et sécuritaires. Le changement rapide de têtes au sein de ces institutions sensibles est un signal fort de la volonté de Mahamat Idriss Deby de maintenir un contrôle étroit sur l'armée et les forces de l'ordre.

Cependant, l'absence d'explications sur les raisons précises de ces changements alimente les spéculations. Les interrogations demeurent sur les véritables motivations de ces limogeages en série. Certains y voient une réaction aux tensions internes au sein des forces de sécurité, tandis que d'autres estiment que le président pourrait chercher à prévenir d'éventuelles dissensions ou à écarter des figures susceptibles de contester son autorité.

Pour l'heure, les nouvelles nominations visent à apporter une nouvelle dynamique au sein des différents corps, avec l'espoir d'une meilleure coordination dans la réponse aux menaces sécuritaires. Mais la question reste posée : ce remaniement permet-

tra-t-il de stabiliser la situation sécuritaire au Tchad ou risque-t-il, au contraire, de créer de nouvelles tensions parmi les cadres militaires et sécuritaires ?

Le défi pour Mahamat Idriss Deby et son gouvernement est de réussir à rétablir la confiance au sein des forces armées tout en assurant la sécurité des populations civiles. Dans un contexte de pressions externes, notamment la crise au Soudan, et internes, liées aux fragilités sociales et politiques du pays, la réorganisation de l'appareil sécuritaire apparaît comme une mesure nécessaire, mais risquée.

Le Tchad se trouve à un tournant critique de son histoire, où la stabilité et la sécurité restent des priorités incontournables. La manière dont le président Deby gérera les répercussions de ce remaniement sera déterminante pour l'avenir du pays. Le peuple tchadien et la communauté internationale observeront avec attention les prochains développements, espérant que ces changements marqueront le début d'une nouvelle ère de sécurité et de stabilité.

La rédaction

TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT DÉJOUÉE



Le 23 septembre 2024, le Burkina Faso a vécu un épisode marquant de son histoire politique. Une tentative de coup d'État a été orchestrée dans le but de réinstaller au pouvoir l'ancien

président Paul-Henri Sandago Damiba. Toutefois, les autorités burkinabè, soutenues par leurs services de renseignement, ont réussi à déjouer cette manœuvre avant qu'elle ne prenne une

tournure plus grave. Ce coup de force avorté a non seulement secoué le pays, mais il a aussi mis en lumière des ingérences étrangères et la complexité des réseaux impliqués dans la déstabilisa-

tion du Burkina Faso.

Selon les informations divulguées par les autorités, Ahmed Kinda, ancien commandant des forces spéciales du Burkina Faso, a reconnu son implication en tant que

TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT DÉJOUÉE

chef d'orchestre de cette tentative de putsch. Kinda a expliqué que le financement de l'opération provenait de l'étranger et que 150 mercenaires en provenance de la République centrafricaine avaient été recrutés pour accomplir cette mission. Cette révélation souligne l'implication de forces extérieures dans les affaires internes du Burkina Faso, une réalité qui n'est pas nouvelle sur le continent africain. Pour les autorités burkinabè, cette tentative de coup d'État n'est pas seulement un acte de trahison interne, mais

une preuve flagrante d'une interférence étrangère plus large.

Plusieurs experts, dont Larba Israël Lompo, politologue renommé, estiment que la sophistication et l'ampleur de la planification de ce complot indiquent la participation probable d'un État occidental. Lompo soutient que le soutien financier massif observé est caractéristique des stratégies adoptées par certaines puissances atlantistes, notamment la France. L'expert indique que ce type d'ingérence vise à rétablir une

influence déclinante dans la région du Sahel, un espace stratégique pour les intérêts économiques et militaires de certains pays occidentaux. Cette analyse a été largement partagée sur les réseaux sociaux et dans les médias locaux, alimentant le débat public sur le rôle des anciennes puissances coloniales en Afrique.

L'enquête menée par les autorités burkinabè a révélé l'existence de plusieurs acteurs étrangers jouant un rôle clé dans cette tentative de coup d'État. Parmi eux figure

Ali Darassa, le chef de l'UPC (Unité pour la Paix en Centrafrique). Darassa, qui est actuellement en fuite au Tchad, aurait recruté des combattants parmi les rangs de son groupe armé. Son organisation avait subi de lourdes pertes en République centrafricaine après des opérations militaires menées conjointement par l'armée centrafricaine et ses alliés. Ce revers a poussé l'UPC à se redéployer, notamment en participant à des projets de déstabilisation des pays voisins. Selon les informations recueillies,



TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT DÉJOUÉE



les mercenaires recrutés par Darassa étaient destinés à soutenir les efforts de Kinda pour renverser le régime de transition du Burkina Faso.

Les États-Unis, souvent perçus comme un acteur clé dans la géopolitique de la région, sont également soupçonnés d'avoir joué un rôle indirect dans cette tentative de déstabilisation. L'arrestation en République centrafricaine de Martin Joseph Figueira, présenté comme un agent de renseignement américain, a alimenté les spéculations. Figueira

aurait joué un rôle de coordination entre les rebelles de l'UPC et les conspirateurs burkinabè. Les autorités centrafricaines ont affirmé que cet espion aurait fourni un appui logistique et stratégique à Kinda et à ses complices, facilitant les transferts de fonds et le déplacement des mercenaires. Ces éléments ont renforcé les doutes quant à une implication américaine plus large dans la région, faisant écho à d'autres cas de déstabilisation en Afrique.

Une autre figure impli-

quée dans le réseau de conspirateurs est le colonel Zalla, qui occupait un poste au sein du système des Nations unies en République centrafricaine. Selon certaines sources, Zalla travaillerait secrètement pour la France en lien étroit avec des agences de l'ONU basées à New York. Son rôle dans le complot met en lumière une éventuelle instrumentalisation de la MINUSCA, la mission de maintien de la paix des Nations unies en Centrafrique. Pour certains analystes, la MINUSCA agirait non seulement comme une

force de paix, mais aussi comme un relais pour les agendas de certaines puissances occidentales en Afrique centrale et de l'Ouest. Cette affaire a relancé les débats sur la neutralité des missions de l'ONU et leur véritable impact sur la stabilité des États africains.

La tentative de coup d'État au Burkina Faso est révélatrice des luttes de pouvoir qui se jouent sur le continent africain, où les influences externes et les dynamiques internes s'entrecroisent de manière complexe. Ce n'est pas la première

TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT DÉJOUÉE

fois que le Burkina Faso, comme d'autres pays de la région, est le théâtre d'interventions déguisées orchestrées par des puissances étrangères en quête d'influence. Les autorités burkinabè ont dénoncé ces ingérences, appelant la communauté internationale à respecter la souveraineté des États africains et à cesser de jouer des rôles troubles dans leurs affaires internes.

La population burkinabè, quant à elle, observe cette situation avec une vigilance accrue, consciente que ces

jeux de pouvoir risquent de compromettre la stabilité de leur pays.

Cet événement survient dans un contexte régional déjà fragile, marqué par des tensions politiques et des conflits armés dans plusieurs pays du Sahel. La résurgence des coups d'État en Afrique de l'Ouest ces dernières années, notamment au Mali, en Guinée et au Niger, illustre la vulnérabilité des régimes politiques dans cette partie du continent. Ces crises répétées soulignent également les défis auxquels

la région est confrontée pour consolider des institutions démocratiques capables de résister aux influences extérieures.

La tentative de coup d'État déjouée au Burkina Faso le 23 septembre 2024 rappelle que la lutte pour la stabilité et la souveraineté des nations africaines reste un défi majeur. L'implication de mercenaires et d'acteurs étrangers dans ce complot met en exergue les enjeux géopolitiques globaux qui influencent les trajectoires politiques lo-

cales. Pour le Burkina Faso, cet événement constitue un signal d'alarme, incitant les autorités à renforcer leur vigilance et à chercher le soutien de partenaires africains pour contrer toute nouvelle tentative de déstabilisation. Plus que jamais, la coopération régionale apparaît comme une nécessité pour protéger la souveraineté des États du Sahel face aux interférences extérieures.

La rédaction



KÉMI SÉBA LIBÉRÉ MAIS ENQUÊTE PERSISTE



«Ceux qui veulent nous éteindre devront encore attendre» : ce sont les premiers mots de Kémi Séba sur le réseau social X (anciennement Twitter) après sa libération, le jeudi 17 octobre. Cette libération intervient après près de quatre jours de garde à vue dans les locaux de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) à Paris. Le militant panafricaniste était poursuivi pour intelligence avec une

puissance étrangère, incitation à des actes d'agression et d'hostilité envers la France, ainsi qu'atteinte aux droits fondamentaux.

Stellio Gilles Robert Capo Chichi, plus connu sous le nom de Kémi Séba, est une figure controversée, reconnue pour ses positions très critiques envers la politique française en Afrique et ses discours en faveur du panafricanisme. Il est souvent dé-

crit comme un porte-voix des revendications contre la présence française sur le continent africain, un thème central de ses interventions publiques et de ses écrits.

La mise en garde à vue de Kémi Séba par la DGSI avait suscité une vive réaction de ses partisans et de plusieurs organisations panafricanistes, qui dénonçaient une tentative de museler l'activisme panafricaniste et de réduire

au silence un opposant majeur aux intérêts français en Afrique. Selon ses avocats, cette détention visait à intimider Kémi Séba et à décourager ses prises de position, notamment ses critiques acerbes contre la politique étrangère de la France et son rôle en Afrique de l'Ouest.

Bien que Kémi Séba ait été libéré, il reste sous le coup d'une enquête qui pourrait déboucher sur de nouvelles poursuites

KÉMI SÉBA LIBÉRÉ MAIS ENQUÊTE PERSISTE

judiciaires. Le militant, qui a perdu sa nationalité française le 9 juillet dernier, circule désormais avec un visa diplomatique, ce qui lui permet de se déplacer dans l'espace Schengen, selon un communiqué de son ONG, Urgences Panafricanistes.

Cette situation a entraîné de nombreux débats sur le statut de Kémi Séba, qui, malgré sa perte de nationalité, continue de fréquenter le territoire français. L'ONG Urgences Panafricanistes a défendu le droit de son leader à se rendre en France, soulignant que ce dernier avait fait preuve de courage en prenant le risque de venir pour rendre visite à un proche âgé et malade. Pour ses soutiens, cette visite familiale ne saurait être interprétée comme un acte hostile envers la France.

Les accusations portées contre Kémi Séba sont graves : intelligence avec une puissance étrangère, incitation à des actes d'agression et atteinte aux droits fondamentaux. Elles s'inscrivent dans un contexte de tensions croissantes entre la France et certains pays africains, notamment en Afrique de l'Ouest, où Kémi Séba a été particulièrement actif.

En effet, ces dernières années, le militant a multi-

plié les interventions publiques pour dénoncer le néocolonialisme français et appeler à un retrait des bases militaires françaises en Afrique. Il s'est également opposé au franc CFA, une monnaie qu'il considère comme un instrument de domination économique de la France sur ses anciennes colonies. Ses prises de position lui ont valu des soutiens, mais aussi des adversaires, tant en Afrique qu'en France.

La justice française, en le plaçant sous enquête, entend déterminer si les discours et actions de Kémi Séba relèvent de la liberté d'expression ou s'ils franchissent la ligne rouge en incitant à la violence et en menaçant la sécurité nationale. La question de son éventuelle collaboration avec des puissances étrangères, en particulier des régimes hostiles à la France, est également au cœur des préoccupations des autorités françaises.

Kémi Séba reste un personnage clivant, à la fois admiré et critiqué. Pour ses partisans, il est un symbole de la lutte pour l'émancipation des peuples africains face à ce qu'ils perçoivent comme une ingérence continue de la France sur le continent. Ses discours passionnés et ses actions coup de poing, comme la brûlure symbolique d'un billet de franc CFA, ont fait

de lui une figure centrale du mouvement panafricaniste.

Cependant, pour ses détracteurs, Kémi Séba adopte une rhétorique qui frôle parfois la haine et la confrontation, ce qui nuit à la cause qu'il défend. Certains estiment qu'il instrumentalise le sentiment anti-français pour servir ses ambitions personnelles, et que son discours contribue à envenimer les relations entre la France et ses anciennes colonies.

La suite de cette affaire pourrait avoir des répercussions importantes, tant pour la scène politique française que pour les relations franco-africaines. En poursuivant Kémi Séba, la France cherche à réaffirmer sa volonté de lutter contre les discours jugés menaçants pour sa sécurité. Cependant, cette stratégie comporte le risque de renforcer le discours de victimisation que le militant tient régulièrement à l'égard de l'État français.

Pour l'Afrique, et notamment pour les pays d'Afrique de l'Ouest, cette affaire est suivie de près. Le cas de Kémi Séba soulève la question plus large de la liberté d'expression des militants panafricanistes et des limites de leur engagement. À travers sa figure, c'est aussi le débat sur le rôle de la France

en Afrique qui continue de se jouer, un débat de plus en plus animé par des mouvements de jeunesse réclamant un nouveau paradigme dans les relations entre l'Afrique et ses anciens colonisateurs.

Kémi Séba se trouve donc à un tournant. Sa libération sous surveillance laisse planer l'incertitude sur ses futures actions et sur l'issue de cette enquête. Bien qu'il continue d'affirmer son engagement et sa détermination, le militant sait que les prochaines étapes seront déterminantes pour son avenir. Quant à ses adversaires, ils espèrent que la justice française saura tirer au clair les accusations qui pèsent contre lui.

Pour l'heure, Kémi Séba maintient son message de résistance, mais le chemin juridique et politique reste semé d'embûches. Ses soutiens, tout comme ses détracteurs, attendent avec impatience les prochains développements de cette affaire, qui pourrait bien redéfinir les contours du militantisme panafricaniste en Europe et au-delà.

La rédaction

MAINTIEN DES ÉLECTIONS, MALGRÉ LES CRISES



Au Tchad, les élections législatives et locales sont officiellement maintenues pour le 29 décembre, malgré une situation délicate marquée par des inondations dévastatrices et des tensions politiques. Le président Mahamat Idriss Déby a réuni les

chefs des partis politiques pour leur annoncer cette décision, qui a pris de court une partie de la classe politique qui espérait un report.

Lors de cette rencontre, le président a été clair sur sa position. « Le phénomène des inondations (...) n'af-

fecte en rien le déroulé du processus », a-t-il déclaré. Cette phrase a rapidement mis fin aux espoirs de nombreux acteurs politiques qui militaient pour un report des scrutins. En effet, les inondations ont déjà causé près de 600 décès, déplacé près de deux millions de personnes, et

perturbé la vie de nombreuses communautés, rendant les préparatifs électoraux complexes dans plusieurs régions du pays.

Parmi les plus déçus, on retrouve le parti d'opposition Les Transformateurs, dirigé par Succès Masra,

MAINTIEN DES ÉLECTIONS, MALGRÉ LES CRISES

qui avait fait du report des élections une condition essentielle à sa participation. Pour ce parti, il est difficile d'imaginer des élections crédibles dans un contexte où de nombreux citoyens sont déplacés et où l'accès à certaines zones reste très difficile. Le refus de reporter les élections a ainsi scellé leur décision de ne pas prendre part aux scrutins.

D'autres partis d'opposition, une quinzaine en tout, ont également annoncé leur intention de boycotter ces élections. Ils dénoncent ce qu'ils qualifient de « mascarades électorales », accusant le gouvernement de chercher à organiser des élections à son avantage, sans tenir compte des réalités sur le terrain. Ces formations politiques estiment que le processus électoral est vicié et que la tenue des scrutins en décembre n'est pas en mesure de garantir une expression libre et équitable de la volonté populaire.

Cependant, la décision de Mahamat Idriss Déby ne fait pas que des mécontents dans l'opposition. Même parmi les alliés du gouvernement, certains estiment que le calendrier est trop serré pour garantir une préparation efficace.

« Nous ne sommes pas du tout prêts », confie le président d'un petit parti politique. « Surtout face aux moyens considérables du MPS ! », ajoute-t-il, faisant référence au Mouvement patriotique du salut (MPS), le parti fondé par l'ancien président Idriss Déby Itno, père de l'actuel chef de l'État. Ce parti, grâce à ses ressources, est déjà en pleine préparation pour le scrutin, tandis que d'autres acteurs politiques peinent encore à s'organiser.

La décision de maintenir les élections a donc jeté un froid sur une partie de la classe politique tchadienne, qui voit dans ce choix une volonté du gouvernement de tenir coûte que coûte son calendrier électoral, quitte à négliger les appels à un processus plus inclusif et mieux préparé. Mais pour Mahamat Idriss Déby, le respect de ce calendrier est une nécessité pour le pays, permettant de sortir de la transition qui a suivi le décès de son père en avril 2021.

Le dépôt des candidatures pour ces élections s'ouvre ce samedi et se poursuivra jusqu'au 28 octobre. Ce délai, jugé court par de nombreux observateurs, pourrait poser un défi de

taille pour les partis qui souhaitent malgré tout participer aux élections. Ceux-ci devront mobiliser leurs ressources en un temps record pour se conformer aux exigences de la commission électorale et lancer leurs campagnes respectives.

De leur côté, les partisans du maintien des élections estiment qu'un report aurait pu aggraver la situation politique du pays. Pour eux, le respect du calendrier électoral est un signal fort de la volonté des autorités de respecter leurs engagements envers le peuple tchadien et la communauté internationale. Ils considèrent que la tenue des élections est indispensable pour ramener le pays à une stabilité institutionnelle durable après plusieurs mois de transition.

Mais l'enjeu dépasse la simple tenue des scrutins. Les prochaines semaines seront cruciales pour le Tchad, où la population, affectée par les crises économiques et climatiques, s'interroge sur les priorités de ses dirigeants. Si les élections se déroulent comme prévu, elles marqueront un tournant pour le pays. Mais elles risquent aussi de creuser davantage le fossé entre les différents

acteurs politiques, entre ceux qui estiment que le respect des échéances est prioritaire et ceux qui plaident pour une préparation plus longue, pour assurer la transparence et l'équité du processus.

Le climat reste donc tendu à l'approche de ces échéances électorales, et beaucoup craignent que la tenue des scrutins dans ces conditions puisse exacerber les tensions sociales et politiques. Les observateurs internationaux, qui suivront de près le processus, insistent sur la nécessité d'un dialogue inclusif pour éviter que le pays ne plonge dans une nouvelle crise après les élections.

L'avenir du Tchad repose désormais sur la capacité des autorités et de l'opposition à trouver un équilibre entre la tenue des scrutins et la réponse aux défis humanitaires urgents. Si les élections se tiennent comme prévu le 29 décembre, elles devront permettre au pays de tourner la page de la transition pour entrer dans une nouvelle phase de son histoire, en espérant que cette dernière soit synonyme de paix et de stabilité.

La rédaction

RENFORCEMENT DES LIENS CÔTE D'IVOIRE-GHANA

Le premier sommet des chefs d'État de l'Accord de partenariat stratégique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana s'est tenu ce vendredi 11 octobre à Abidjan, marquant une nouvelle étape dans la coopération économique et sécuritaire entre les deux pays voisins. Les présidents Alassane Ouattara et Nana Akufo-Addo ont discuté de plusieurs initiatives visant à renforcer les liens bilatéraux, notamment dans le secteur agricole, la lutte contre la contrebande du cacao, et la sécurité régionale. Ce sommet a mis en avant la volonté des deux dirigeants de

travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs, tout en consolidant leur position sur la scène régionale et internationale.

La Côte d'Ivoire et le Ghana sont les deux plus grands producteurs de cacao au monde, assurant ensemble près de 60 % de l'offre mondiale. Le cacao constitue une ressource économique essentielle pour ces deux pays, générant des millions d'emplois et représentant une part importante de leurs recettes d'exportation. C'est dans ce contexte que les deux présidents ont réaffirmé leur engagement à mieux coordonner leurs



actions pour lutter contre la contrebande de cacao, un fléau qui impacte négativement les revenus des producteurs et la stabilité des prix sur le marché mondial.

Le président ivoirien Alassane Ouattara a ainsi rappelé l'objectif d'atteindre un taux de transformation local de 50 % du cacao dans les prochaines années, en fixant une nouvelle ambition pour 2030 : atteindre 80 % de transformation. Cette initiative vise à ajouter de la valeur à la production locale, en stimulant les investis-

sements dans l'industrie de transformation, ce qui pourrait à terme permettre aux deux pays de mieux contrôler les prix du cacao et d'assurer de meilleurs revenus aux cultivateurs.

Cette stratégie s'inscrit dans une volonté plus large de redonner du pouvoir de négociation à la Côte d'Ivoire et au Ghana sur le marché mondial du cacao, où les multinationales occidentales dominent la chaîne de valeur. En s'unissant, les deux pays espèrent mieux réguler l'offre et renforcer leur influence face aux



RENFORCEMENT DES LIENS CÔTE D'IVOIRE-GHANA

acheteurs internationaux. Pour Nana Akufo-Addo, cette coopération représente un pas crucial vers une meilleure intégration économique régionale, qui devrait bénéficier non seulement aux producteurs de cacao, mais à l'ensemble de la sous-région ouest-africaine.

La coopération entre la Côte d'Ivoire et le Ghana ne se limite pas au secteur agricole. La question de la sécurité régionale a également été au cœur des discussions de ce sommet. Face à une montée des menaces terroristes dans le Sahel et à une instabilité politique dans certains pays voisins, les deux dirigeants ont décidé de renforcer leur collaboration militaire. Cela inclut l'organisation d'exercices conjoints de leurs forces de défense et de sécurité, ainsi que le partage accru de renseignements pour mieux anticiper et répondre aux menaces communes.

Le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, a souligné l'importance de ces initiatives pour garantir la stabilité de la sous-région. « Ce sommet a mis l'accent sur le renforcement de notre coopération militaire. Nous nous engageons à échanger nos informations, à conduire des opérations militaires conjointes et à partager

davantage les technologies », a-t-il déclaré. Cette volonté de mutualiser les efforts sur le plan sécuritaire témoigne de la prise de conscience de la nécessité de solutions collectives face à des défis transnationaux.

La coopération sécuritaire entre la Côte d'Ivoire et le Ghana s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Les deux pays se positionnent comme des acteurs clés de la stabilité régionale, cherchant à établir des partenariats solides pour faire face aux risques de déstabilisation. En travaillant de concert, ils espèrent pouvoir non seulement renforcer la sécurité à leurs frontières, mais aussi servir de modèle de coopération pour d'autres États de la région.

Outre les aspects économiques et sécuritaires, le sommet d'Abidjan a également été l'occasion de relancer le projet de l'éco, la future monnaie commune ouest-africaine. Ce projet ambitieux, qui devait initialement voir le jour en 2020, a été retardé en raison de la crise économique liée à la pandémie de Covid-19, de la hausse des taux d'intérêt, et des difficultés budgétaires rencontrées par plusieurs pays de la CEDEAO.

Alassane Ouattara s'est montré optimiste quant à la relance de l'éco, déclarant : « Nous travaillons pour que l'année prochaine, ou en 2026 au plus tard, les critères de convergence pour mettre en place l'éco soient remplis. » Cet optimisme a été renforcé par la récente visite d'une délégation du FMI en Côte d'Ivoire, qui a validé une nouvelle tranche de financement de 825 millions de dollars pour soutenir les réformes économiques du pays.

La relance de l'éco revêt une importance stratégique pour la Côte d'Ivoire et le Ghana, car elle symbolise une volonté de souveraineté monétaire et d'intégration économique accrue. En adoptant une monnaie unique, les pays de la CEDEAO espèrent faciliter les échanges commerciaux intra-régionaux, réduire leur dépendance vis-à-vis du franc CFA, et mieux résister aux chocs économiques externes. Le soutien affiché par la Côte d'Ivoire et le Ghana à ce projet témoigne de leur détermination à jouer un rôle moteur dans la réalisation de cette ambition collective.

Le premier sommet des chefs d'État de l'Accord de partenariat stratégique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana marque un tournant dans la relation entre

ces deux pays. En renforçant leur coopération économique et sécuritaire, ils posent les bases d'une alliance plus forte, capable de répondre aux défis auxquels ils sont confrontés. Les engagements pris lors de ce sommet, notamment dans la transformation du cacao, la lutte contre la contrebande, et la sécurité régionale, témoignent de la volonté des deux pays de travailler ensemble pour un avenir plus prospère et plus sûr.

Alors que la région ouest-africaine fait face à de nombreux défis, cette coopération renforcée entre la Côte d'Ivoire et le Ghana pourrait servir de modèle pour d'autres partenariats dans la région. En mutualisant leurs efforts, les deux pays montrent qu'il est possible de surmonter les difficultés économiques et sécuritaires à travers une intégration plus profonde et une solidarité accrue. Si les ambitions affichées lors de ce sommet se concrétisent, elles pourraient non seulement transformer la relation entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, mais aussi contribuer à la stabilité et à la croissance de toute la sous-région ouest-africaine.

La rédaction

NGANNOU DOMINE FERREIRA AU PREMIER ROUND



Le Camerounais Francis Ngannou n'a laissé aucune chance au Brésilien Renan Ferreira, le balayant dès le premier round lors de la « Bataille des Géants » de la Professional Fighters League (PFL). Cet affrontement très attendu s'est déroulé dans la nuit du 19 au 20 octobre à Riyad, en Arabie saoudite. Près de trois ans après son

dernier combat de MMA, l'ancien champion de l'UFC a marqué son retour avec éclat en devenant le nouveau champion des poids lourds de l'organisation américaine.

Francis Ngannou a une nouvelle fois frappé fort pour son retour dans l'octogone, lui qui s'était éloigné des com-

bats de MMA pendant près de trois ans après un départ retentissant de l'UFC. En affrontant le Brésilien Renan Ferreira, surnommé « Problema », Ngannou a démontré qu'il restait une force incontournable dans la catégorie des poids lourds. Dès les premiers échanges, il a rapidement imposé son rythme et son style, laissant peu de place à son

adversaire pour s'exprimer.

Le « Predator » de 38 ans (1,93 m, 116,5 kg) s'est retrouvé face à un adversaire au gabarit impressionnant, Renan Ferreira, de 34 ans (2,03 m, 118,6 kg), doté d'une allonge de 2,16 m. Ferreira, connu pour sa puissance de frappe et ses 11 K.O. sur 13 victoires, dont 8 obtenus au

NGANNOU DOMINE FERREIRA AU PREMIER ROUND

premier round, semblait prêt à rivaliser. Pourtant, cette fois-ci, le colosse brésilien a été rapidement débordé par la puissance de Ngannou.

Dès les premiers instants du combat, Francis Ngannou a fait montre de sa puissance intacte, malgré ses trois ans d'absence des cages. Les échanges de leg kicks au début de la confrontation ont donné le ton, mais c'est le Camerounais qui a rapidement pris l'initiative. Après avoir jaugé Ferreira, Ngannou a emmené le combat au sol, où le Brésilien, habitué à s'imposer debout, a montré ses faiblesses.

Ferreira a tenté de résister, notamment avec une tentative d'étranglement avec les jambes, mais Ngannou s'en est libéré avec facilité. Une fois son adversaire verrouillé au sol, le Camerounais n'a pas laissé passer sa chance. Il a enchaîné les coups puissants à la tête de Ferreira, jusqu'à ce que l'arbitre n'ait d'autre choix que d'interrompre le combat sur un TKO, à seulement 3 minutes et 32 secondes du premier round.

Avec cette victoire éclatante, Francis Ngannou prouve qu'il n'a rien perdu de sa force ni de son talent. Ce triomphe contraste avec l'émotion qu'il a laissée éclater après le combat, lorsqu'il s'est effondré en pleurs dans les bras de son coach Dewey Cooper et de son équipe.

Le « Predator », connu pour sa détermination et sa résilience, a dédié cette victoire à son fils, Kobe, décédé en avril dernier à l'âge de 15 mois. **« Je n'arrive à penser à rien d'autre qu'à mon fils Kobe. Je voulais combattre pour lui. Je suis content d'avoir fait ça pour mon fils. J'espère qu'on se souviendra de son nom car sans lui, on ne serait pas là aujourd'hui »**, a déclaré un Ngannou très ému, les larmes aux yeux.

Cette victoire marque un retour réussi pour le Camerounais après une période d'incertitudes. Son départ de l'UFC en 2021 avait fait couler beaucoup d'encre, tout comme son aventure en boxe anglaise où il avait tenté de se mesurer aux meilleurs, défiant ainsi les attentes. À 38 ans, Ngannou démontre

que son parcours est celui d'un combattant hors pair, capable de se relever de toutes les épreuves, qu'elles soient sportives ou personnelles.

La victoire de Francis Ngannou à l'Open de la PFL contre Renan Ferreira réaffirme son statut de l'un des meilleurs combattants de poids lourds de la planète. Son passage de l'UFC à la PFL avait suscité de nombreux questionnements sur ses choix de carrière, mais le Camerounais a su répondre avec éclat à ses détracteurs. En battant Ferreira, il s'ouvre la voie à de nouveaux défis au sein de la PFL, une organisation qui gagne en notoriété sur la scène mondiale.

Ce retour triomphal pourrait aussi signifier de nouvelles opportunités pour Ngannou. Avec sa capacité à attirer l'attention des fans et à enflammer les foules, le « Predator » reste un nom incontournable dans le monde des sports de combat.

La Professional Fighters League bénéficie également de cette exposition, renforçant son statut de sérieuse alter-

native à l'UFC pour les amateurs de MMA.

La performance de Francis Ngannou à Riyad ne se limite pas à une simple victoire sportive ; elle est aussi un symbole de persévérance et de force pour de nombreux jeunes en Afrique et ailleurs. Originaire de Batié, au Cameroun, Ngannou a surmonté les obstacles de la vie pour atteindre les sommets du MMA, devenant un modèle pour les nouvelles générations de sportifs africains. Son histoire témoigne de la puissance de la détermination et de la capacité à croire en ses rêves, même face aux épreuves les plus dures.

Le retour de Francis Ngannou dans la cage, couronné de succès, montre que les plus grandes batailles ne se jouent pas seulement dans l'octogone, mais aussi dans la vie. À 38 ans, le Camerounais prouve qu'il reste une force à craindre, prêt à poursuivre sa quête de grandeur et à continuer d'inspirer ceux qui voient en lui un exemple de courage et de résilience.

La rédaction

LEADERSHIP FÉMININ EN RENFORCEMENT AU MEF



Les 18 et 19 octobre 2024, l'Amicale des Femmes du Ministère de l'Économie et des Finances (AFMEF) a organisé un important atelier de formation à l'hôtel Golden Tulip de Cotonou. Cet atelier, placé sous le thème « Genre et Leadership Féminin », visait à renforcer les compétences des femmes occupant des postes clés au sein du ministère. Une initiative qui s'inscrit dans la continuité

des actions engagées pour promouvoir une meilleure représentation des femmes dans les instances décisionnelles.

L'ouverture de la session a été marquée par l'intervention de M. Cky Barboza, coordonnateur du champ d'action Mobilisation des Recettes Intérieures du projet ReFORME. Il a souligné que le leadership féminin représente une nécessité stratégique pour

le développement des institutions publiques, et non seulement un objectif de formation. Il a encouragé les participantes à s'impliquer pleinement dans les échanges et à maximiser les bénéfices de cet atelier pour leur croissance professionnelle et personnelle.

Dans son discours, la présidente de l'AFMEF, Awaou Baco, a rappelé l'importance de cette formation. Elle a salué le soutien du projet Re-

FORME, soulignant que cet atelier offre une opportunité unique pour les femmes de développer leur potentiel de leadership et d'affirmer leur rôle au sein du ministère. Awaou Baco a insisté sur l'idée que le leadership féminin repose sur une véritable dynamique de transformation personnelle, où chaque femme est encouragée à renforcer sa confiance tout en restant fidèle à ses valeurs et à son authenticité.

LEADERSHIP FÉMININ EN RENFORCEMENT AU MEF

L'atelier a été animé par Madame Huguette Akplogan Dossa, ancienne coordonnatrice de Social Watch Bénin, qui a dirigé les discussions autour des concepts essentiels du leadership féminin. Elle a mis en lumière dix raisons fondamentales pour lesquelles le leadership des femmes est crucial dans le milieu professionnel, et a présenté les cinq niveaux de leadership. Les participantes ont également pris part à des exercices pratiques visant à les aider à mieux comprendre et appliquer les principes abordés.

En favorisant ce type de formation, l'AFMEF réaffirme son engagement à dynamiser la place des femmes dans les instances décisionnelles et à renforcer leur influence dans la gestion des affaires publiques. Cette initiative vise à créer une véritable synergie autour du leadership féminin au sein du Ministère de l'Économie et des Finances, tout en contribuant au développement d'une société plus équitable et inclusive au Bénin.

La rédaction



LE FESTIVAL 2024 À OUIDAH DÉMARRE



La troisième édition du Festival National des Sports et des Loisirs a démarré avec enthousiasme au stade omnisports de Ouidah. Cet événement, organisé par le Ministère des Sports en collaboration avec le Fonds National pour le Développement des Activités de Jeunesse, de Sport et de Loisirs (FNDAJSL), se déroule du 17 au 20 octobre 2024. Pour cette année, l'édition met l'accent sur la vulgarisation des pratiques sportives et la promotion des loisirs accessibles à tous.

La cérémonie de lancement, tenue le vendredi 18 octobre 2024, a été marquée par l'intervention de Monsieur Crépin OKOUOLOU, Directeur de Cabinet du Ministre des Sports. Il a souligné l'importance de ce festival pour la démocratisation de la culture sportive. « Trop souvent, les activités sportives et ludiques ne sont perçues qu'à travers les grandes compétitions, sans que les populations ne comprennent pleinement les règles, les bienfaits et l'historique des différentes disciplines », a-t-il expliqué. Pour lui, le Festival constitue une

opportunité unique de faire découvrir, à travers des démonstrations et des compétitions, les divers aspects des sports à un large public.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie du Gouvernement du Président Patrice TALON, qui vise à positionner le sport comme un outil de développement national. En effet, le FNDAJSL, sous la direction de Monsieur Imorou BOURAÏMA, met un point d'honneur à offrir un espace d'expression aux fédérations sportives et associations de loisirs, en particulier celles qui

sont moins connues du grand public. À travers des séances d'exhibitions et de compétitions, ces acteurs du secteur sportif peuvent ainsi présenter leurs disciplines, sensibiliser les jeunes, et attirer de nouveaux adeptes.

Pour le Maire de Ouidah, Monsieur Christian HOUETCHENOU, le Festival National des Sports et des Loisirs va bien au-delà des simples compétitions sportives. Selon lui, « cet événement permet aux jeunes de découvrir la diversité et la richesse des sports et loisirs, tout en mettant en lumière l'im-

LE FESTIVAL 2024 À OUIDAH DÉMARRE

portance de la pratique régulière d'activités physiques pour le bien-être ». La ville de Ouidah, déjà riche de son patrimoine culturel et historique, se voit ainsi renforcée dans son rôle de carrefour du sport et de la culture.

Le programme de cette édition 2024 est dense et varié, permettant à chaque participant de trouver une activité qui lui correspond. En plus des compétitions classiques telles que le football, le handball, le basket, l'athlétisme et la boxe, le festival propose une ouverture sur des disciplines plus confidentielles comme le jeu de dames et des sports émergents. Ces compétitions se déroulent dans un esprit de saine émulation, où le plaisir et le respect de l'adversaire priment.

Mais le Festival ne se limite pas au sport. De nombreuses animations viennent enrichir l'événement, offrant un mélange harmonieux entre activités physiques et culturelles. Des concerts de musique locale et internationale, des expositions mettant en valeur les richesses artisanales de la région, ainsi que des ateliers sportifs interactifs sont prévus pour maintenir une ambiance festive. La gastronomie lo-

cale n'est pas en reste, avec des stands de dégustation de plats traditionnels qui permettent aux visiteurs de découvrir les saveurs de Ouidah tout en profitant du spectacle sportif.

L'événement s'adresse aussi bien aux passionnés de sport qu'aux familles en quête de loisirs. Les organisateurs ont tenu à rendre le site du stade omnisports accueillant et accessible pour tous. De vastes espaces ont été aménagés pour permettre aux familles de pique-niquer, de se détendre, et de profiter des nombreuses activités ludiques proposées. Les enfants, par exemple, ont la possibilité de participer à des initiations aux sports comme le mini-basket, l'athlétisme ou encore le handball, encadrés par des éducateurs sportifs qualifiés.

Cette approche inclusive s'inscrit dans la volonté du Ministère des Sports de promouvoir une culture sportive accessible, au-delà des élites et des cercles de compétition. En favorisant la découverte et l'initiation, le Festival souhaite encourager les jeunes à pratiquer régulièrement une activité physique, avec pour ambition de réduire la sédentarité et d'améliorer la qualité de

vie des populations.

L'impact du Festival National des Sports et des Loisirs ne se limite pas à la pratique sportive. Il constitue également un levier pour dynamiser l'économie locale de Ouidah et ses environs. Les commerçants de la ville, des artisans aux restaurateurs, bénéficient de l'afflux de visiteurs durant les journées du festival, ce qui booste leur activité. Pour les autorités locales, c'est aussi une vitrine permettant de valoriser le patrimoine touristique de Ouidah, ville historique située au cœur de la route des esclaves et riche en traditions.

Par ailleurs, la dimension éducative du Festival est un aspect important pour les organisateurs. Des conférences et des débats sur le thème du sport et du développement durable sont prévus. Ces rencontres visent à sensibiliser les jeunes aux enjeux environnementaux, notamment à travers la promotion d'éco-gestes simples à adopter lors des activités sportives. Cela participe à renforcer la dimension citoyenne du festival, où le sport devient un vecteur de prise de conscience et d'engagement pour un avenir plus

durable.

Alors que le Festival National des Sports et des Loisirs se poursuit jusqu'au 20 octobre, l'ambiance festive et l'engouement des participants témoignent du succès de cette troisième édition. L'initiative, qui s'inscrit dans une dynamique de promotion du sport et de l'épanouissement des jeunes, devrait continuer à grandir dans les années à venir. Pour le FNDAJS et ses partenaires, il s'agit de consolider cette dynamique, afin de faire de cet événement un rendez-vous incontournable du calendrier sportif et culturel de la région.

Cette édition 2024 du Festival à Ouidah a su rassembler amateurs de sport, familles, et curieux autour de valeurs de partage et de découverte. Elle rappelle que le sport, au-delà de la compétition, est avant tout un vecteur de lien social, de bien-être et de dynamisme local. Les habitants de Ouidah et les visiteurs sont d'ores et déjà impatients de vivre les prochaines éditions, toujours plus riches et fédratrices.

La direction

L'ère numérique est marquée par l'essor de technologies qui transforment profondément les entreprises, les économies et la société dans son ensemble. Parmi ces innovations, quatre grandes technologies se démarquent par leur impact et leur potentiel : le Big Data, la connectivité, l'intelligence artificielle (IA) et la cybersécurité. Chacune joue un rôle crucial dans la manière dont nous interagissons avec le monde, en offrant de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux défis.

Chaque jour, des milliards de données sont produites à travers le monde, qu'il s'agisse de clics sur un site web, de transactions bancaires, de données de capteurs ou de messages sur les réseaux sociaux. Ces données, autrefois sous-exploitées, sont devenues une ressource stratégique pour les entreprises et les gouvernements.

l'analyse prédictive. Dans le domaine de la santé, le Big Data aide à la recherche médicale en analysant d'immenses volumes de données de patients pour découvrir de nouveaux traitements ou mieux comprendre les épidémies.

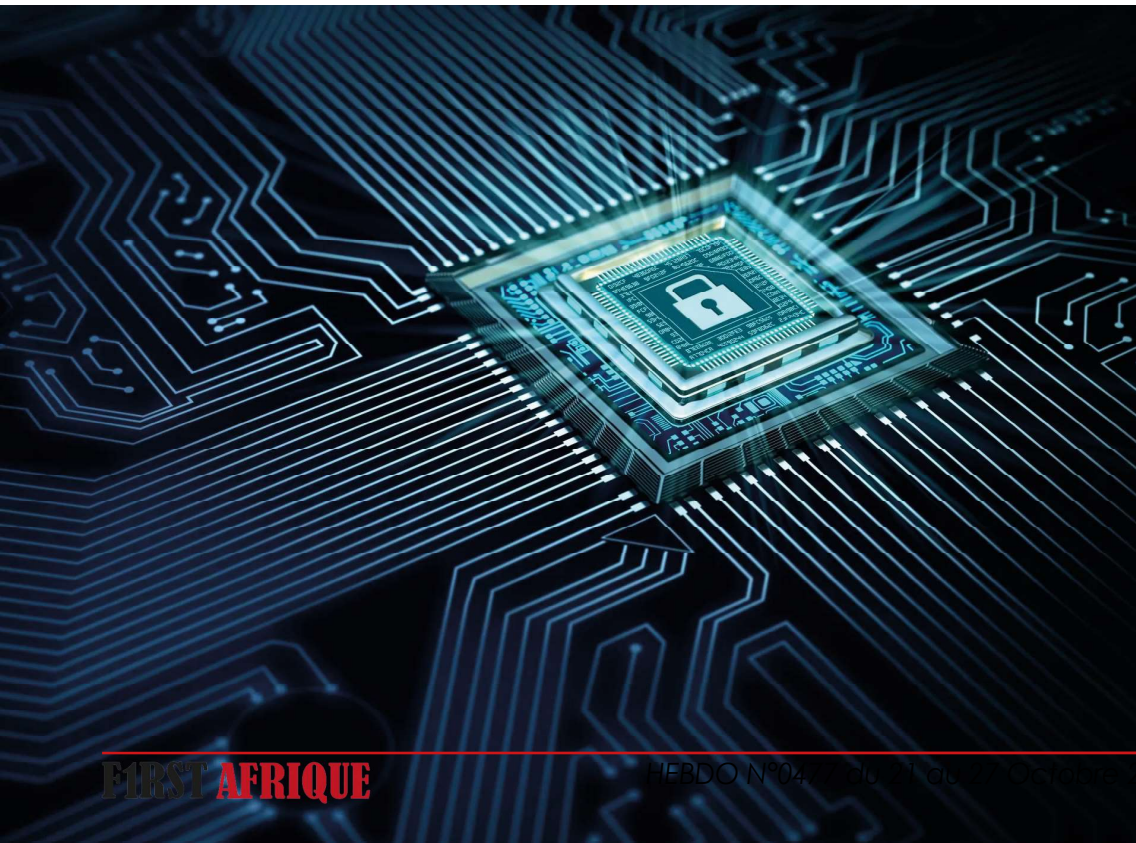
La connectivité, facilitée par le développement des réseaux de communication comme la 5G, est une

autre pierre angulaire de l'ère numérique. Elle permet de relier les individus, les entreprises et les machines à travers le globe, créant ainsi un monde hyperconnecté où l'information circule à une vitesse sans précédent.

Avec l'Internet des objets (IoT), des millions d'appareils connectés échangent des données en continu, depuis les montres intelligentes jusqu'aux systèmes de gestion d'énergie des villes. Cette interconnexion favorise une automatisation accrue dans de nombreux secteurs, comme l'industrie, où les machines peuvent communiquer entre elles pour optimiser la production, ou encore dans les villes intelligentes (smart cities), qui ajustent l'éclairage public ou la gestion du trafic en temps réel.

La 5G, en particulier, a révolutionné la vitesse et la fiabilité des connexions, rendant possible le déploiement massif de services comme la télé-médecine, la réalité augmentée et la voiture autonome. Toutefois, cette dépendance croissante à la connectivité rend les infrastructures plus vulnérables aux cyberattaques, ce qui pose des défis en matière de cybersécurité.

L'intelligence artificielle (IA) est sans doute l'une des technologies les plus



BIG DATA, IA ET CYBERSÉCURITÉ

révolutionnaires de notre époque. Capable de traiter d'énormes quantités de données et de réaliser des tâches complexes, l'IA trouve des applications dans de nombreux domaines : automatisation des processus, reconnaissance d'image, traitement du langage naturel, ou encore systèmes de recommandation.

Les assistants virtuels, comme Siri ou Alexa, et les chatbots sont des exemples de la manière dont l'IA s'intègre dans la vie quotidienne. Dans le secteur financier, elle permet de détecter les fraudes en temps réel grâce à des algorithmes de machine learning. Dans la médecine, les IA peuvent analyser des images médicales avec une précision parfois supérieure à celle des experts humains, accélérant ainsi les diagnostics et les traitements.

Malgré ses avantages, l'IA suscite également des craintes, notamment celle de l'automatisation qui pourrait conduire à la suppression de certains emplois. La question de l'éthique est aussi centrale, car l'utilisation des algorithmes de l'IA nécessite une transparence sur les biais qu'ils peuvent introduire.

Avec la montée en puissance du Big Data, de la

connectivité et de l'IA, la cybersécurité est devenue un enjeu majeur pour les organisations. Chaque connexion, chaque donnée et chaque interaction en ligne est potentiellement vulnérable face aux cybermenaces telles que le vol de données, les rançongiciels (ransomware), et les attaques par déni de service (DDoS).

Les entreprises investissent massivement dans des technologies de cybersécurité pour protéger leurs données sensibles et assurer la continuité de leurs opérations. Cela inclut l'utilisation de pare-feux avancés, le chiffrement des communications, et l'authentification à deux facteurs pour sécuriser les accès.

Au-delà des entreprises, les gouvernements prennent également des mesures pour protéger les infrastructures critiques, comme les réseaux énergétiques et les systèmes de santé. En effet, une cyberattaque contre ces infrastructures pourrait paralyser un pays entier. La coopération internationale est devenue indispensable pour lutter contre la cybercriminalité, car les menaces numériques n'ont pas de frontières.

Le Big Data, la connectivité, l'intelligence artificielle



et la cybersécurité ne sont pas des technologies isolées. Leur synergie est cruciale pour construire l'avenir de la société numérique. Par exemple, le Big Data alimente les algorithmes de l'IA, tandis que la connectivité permet à ces systèmes de traiter les données en temps réel. En retour, la cybersécurité assure la protection de ces échanges et garantit la fiabilité des données sur lesquelles repose l'intelligence artificielle.

Ces technologies offrent des opportunités exceptionnelles pour les entreprises et les gouvernements, mais elles nécessitent également une adaptation rapide aux changements. La transformation numérique, bien que porteuse de progrès, demande de l'innovation constante, de la vigilance

et une réflexion sur les impacts à long terme de ces outils sur la société.

L'ère numérique se caractérise par l'émergence de technologies puissantes et interconnectées qui redéfinissent notre manière de vivre, de travailler et d'interagir. Le Big Data, la connectivité, l'intelligence artificielle et la cybersécurité forment les piliers de cette transformation, chacun apportant son lot de bénéfices et de défis. Alors que le monde continue de se digitaliser à un rythme effréné, il est essentiel de saisir les opportunités offertes par ces innovations tout en veillant à en maîtriser les risques, pour bâtir un futur numérique inclusif et sécurisé.

La rédaction



1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafriquetv.bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE